

# Titre VII

## Les cahiers du Conseil constitutionnel

Hors-série - octobre 2020

# QPC 2020 : Les statistiques du Conseil constitutionnel

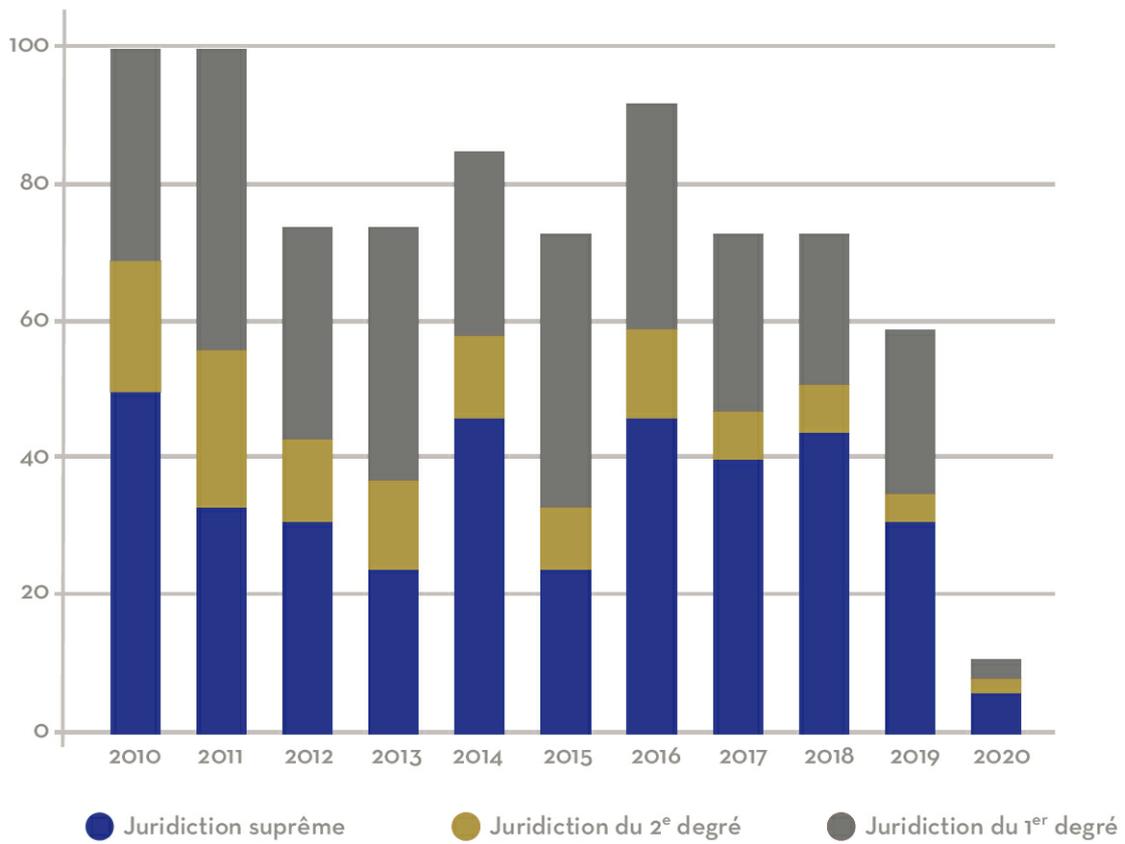
## 1. Statistiques sur les saisines QPC

### 1.1. L'origine des saisines sur la période 2010 - 2019

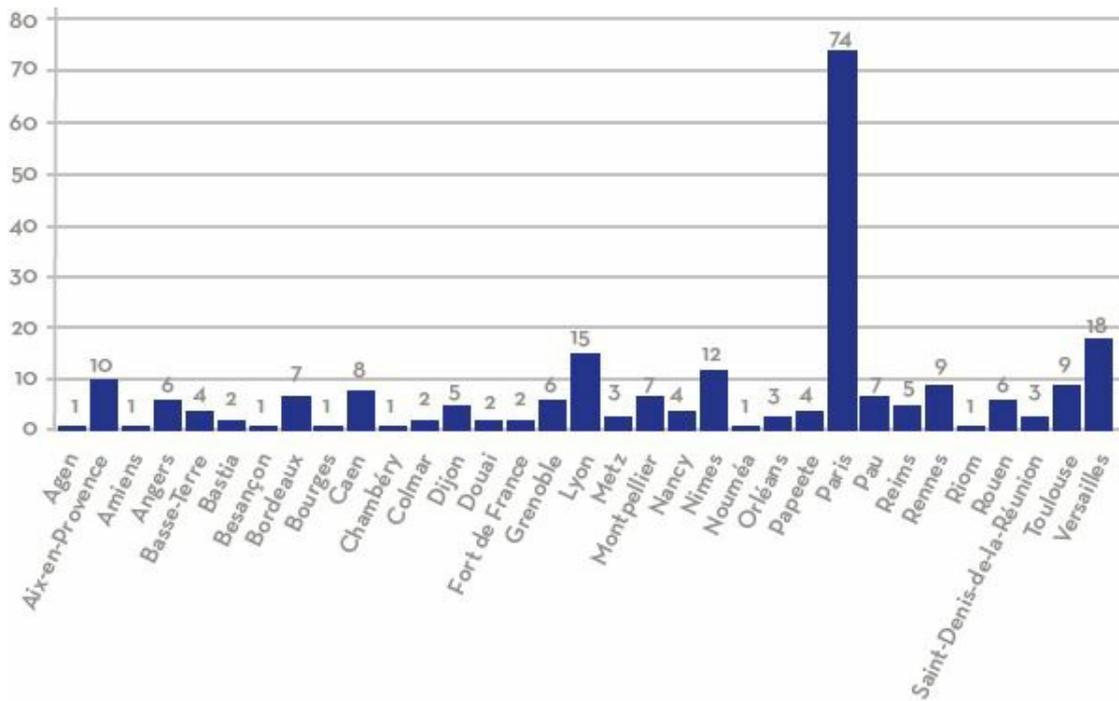
Dans ce tableau sont dénombrées les décisions de renvoi effectuées par le Conseil d'État ou la Cour de cassation à la date de la saisine du Conseil constitutionnel par ces juridictions du filtre. Ces saisines sont réparties en fonction du degré de ressort de la juridiction devant laquelle la question prioritaire de constitutionnalité a été posée pour la première fois.

Juridiction	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Juridiction suprême	50	33	31	24	46	24	46	40	44	31	6	375
Juridiction du 2 <sup>e</sup> degré	19	23	12	13	12	9	13	7	7	4	2	121
Juridiction du 1 <sup>er</sup> degré	31	44	31	37	27	40	33	26	22	24	3	318
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>74</b>	<b>74</b>	<b>85</b>	<b>73</b>	<b>92</b>	<b>73</b>	<b>73</b>	<b>59</b>	<b>11</b>	<b>814</b>

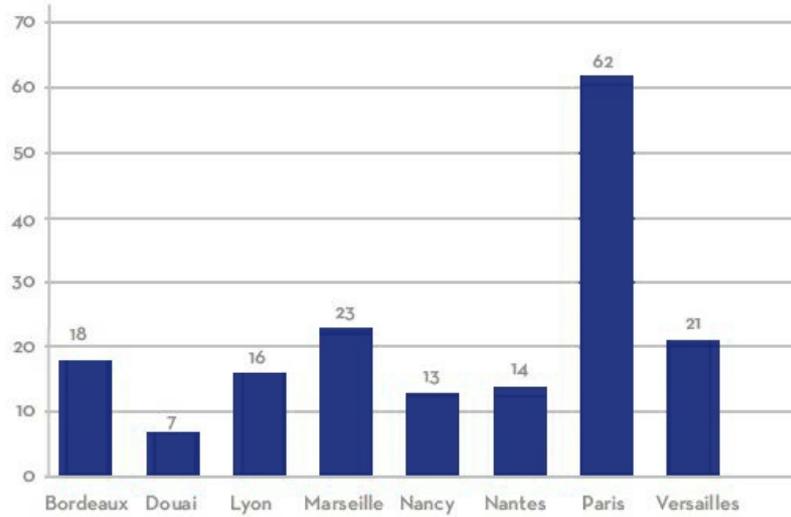
SAISINES QPC PAR DEGRÉ DE JURIDICTION



### RÉPARTITION DES SAISINES PAR RESSORT DE COUR D'APPEL



### RÉPARTITION DES SAISINES PAR RESSORT DE COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL

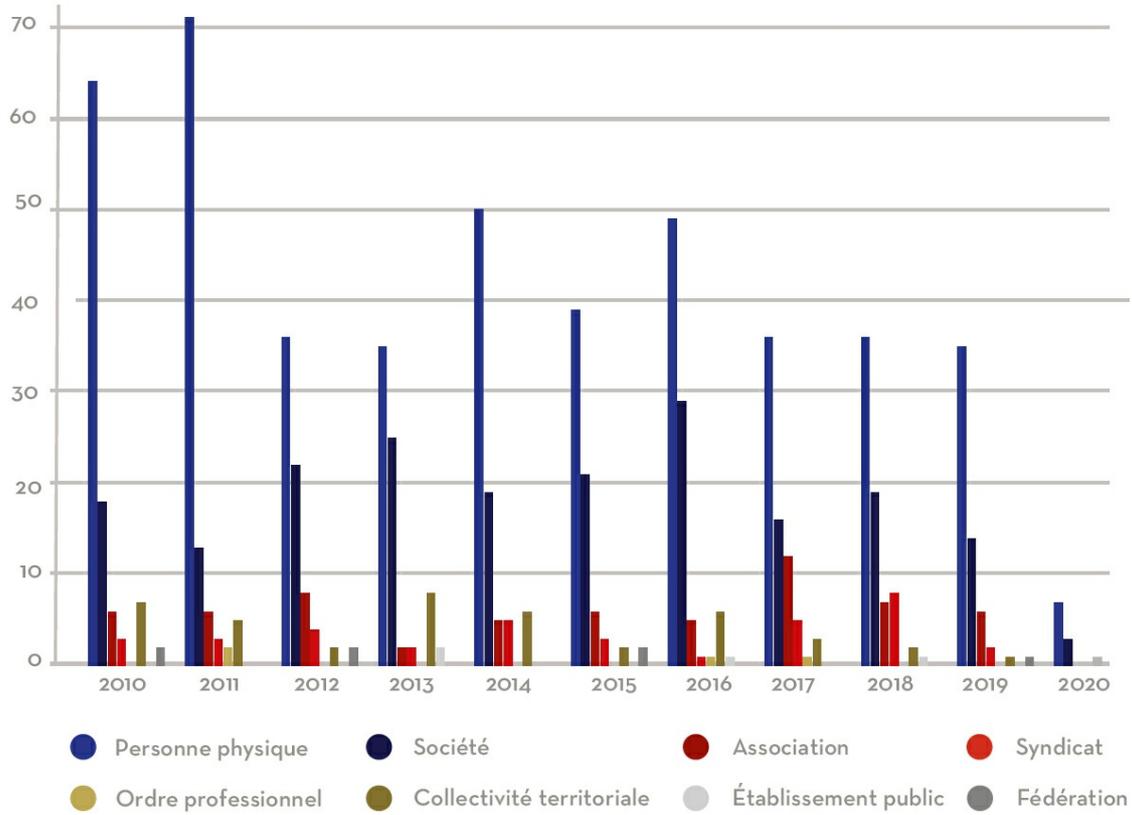


## 1.2. La qualité des parties requérantes sur la période 2010 - 1<sup>er</sup> octobre 2019

L'analyse de la qualité des parties requérantes effectuée porte sur la partie principale (1<sup>ère</sup> partie citée dans la décision ou l'arrêt de renvoi de la QPC). Les outils disponibles ne permettent pas de tenir compte des cas où la QPC a été portée par plusieurs requérants, le cas échéant de statuts juridiques différents.

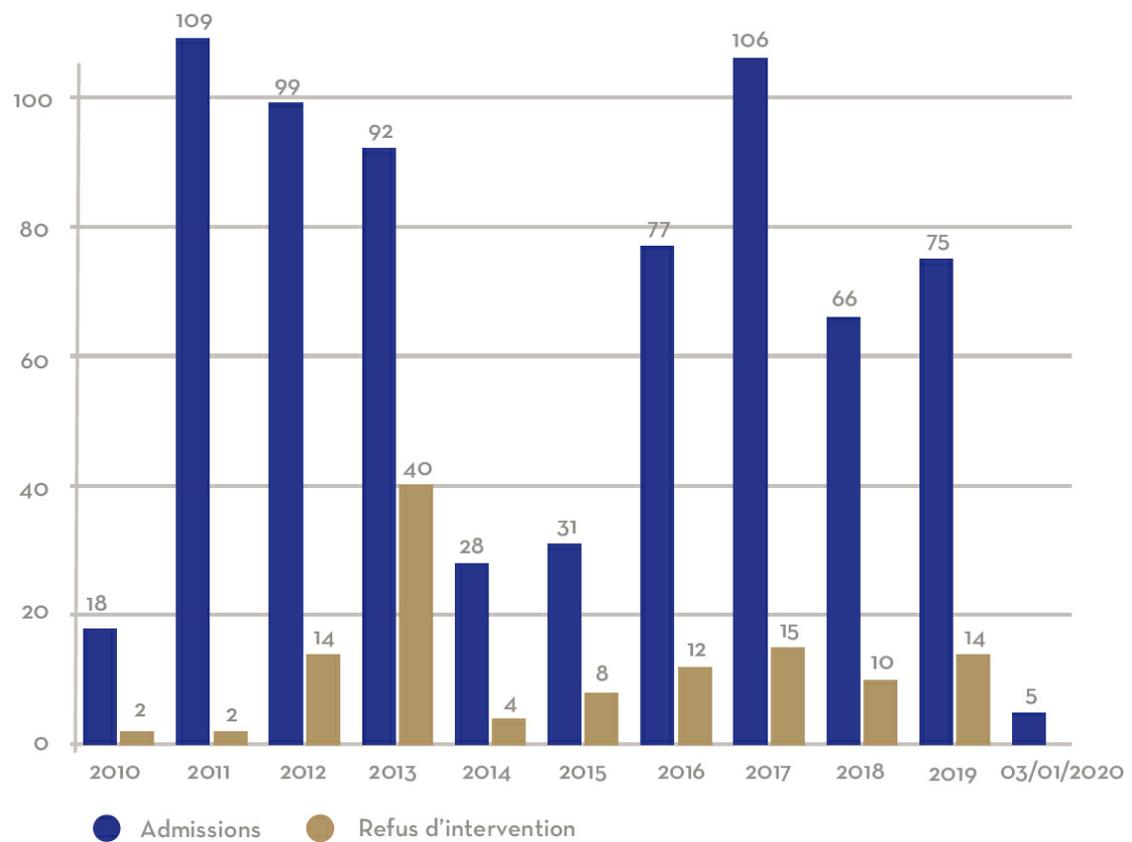
Partie requérante	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Personne physique</b>	64	71	36	35	50	39	49	36	36	35	7
<b>Société</b>	18	13	22	25	19	21	29	16	19	14	3
<b>Association</b>	6	6	8	2	5	6	5	12	7	6	0
<b>Syndicat</b>	3	3	4	2	5	3	1	5	8	2	0
<b>Ordre professionnel</b>	0	2	0	0	0	0	1	1	0	0	1
<b>Collectivité territoriale</b>	7	5	2	8	6	2	6	3	2	1	0
<b>Établissement public</b>	0	0	0	2	0	0	1	0	1	0	0
<b>Fédération</b>	2	0	2		0	2	0	0	0	1	0

### QPC PAR PARTIE REQUÉRANTE

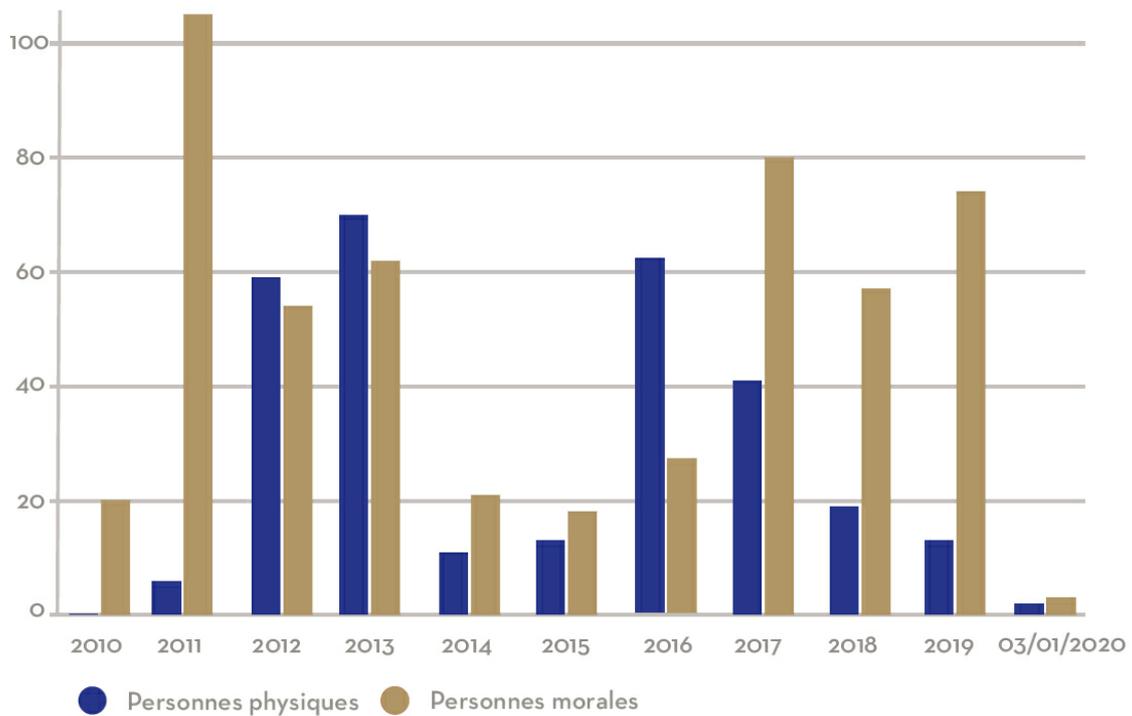


### 1.3. Les demandes en intervention sur la période 2010 - 2019

#### PROPORTION DES ADMISSIONS/ REFUS D'INTERVENTION



#### RÉPARTITION PERSONNES PHYSIQUES/ PERSONNES MORALES



#### Personnes morales par catégorie

##### Établissement public

4.71

4.71

##### Instance consultative indépendante

0.39

0.39

##### Société

23.92

23.92

##### Association

38.43

38.43

##### Ordre prof.

0.78

0.78

##### Syndicat

10.39

10.39

##### Fédération

3.53

3.53

##### Collectivité territoriale

17.84

17.84

## 1.4. Les avocats de la QPC sur la période 2010 - 2019

### 1.4.1. Les avocats portant la QPC (chiffres disponibles à compter de l'année 2014)

2014 au 1<sup>er</sup> mars 2020

Dossiers avec avocats aux conseils	Dossiers avec avocats à la cour	Dossiers avec avocats aux conseils et à la cour	Dossiers sans avocat
42,92 %	35,31 %	18,60 %	3,17 %
203	167	88	15

Avocats portant la QPC

Dossiers sans avocat

3.17 %

3.17 %

Dossiers avec avocats aux conseils

42.92 %

42.92 %

Dossiers avec avocats à la cour

35.31 %

35.31 %

Dossiers avec avocats aux conseils et à la cour

18.6 %

18.6 %

#### 1.4.2. Les avocats plaidants

2010 au 1<sup>er</sup> mars 2020

Sur 829 dossiers QPC jugés (740 décisions)

Dossiers avec avocats aux conseils	Dossiers avec avocats à la cour	Total
49,61 %	50,39 %	
573	582	1155

Dossiers avec avocats aux conseils

49.61 %

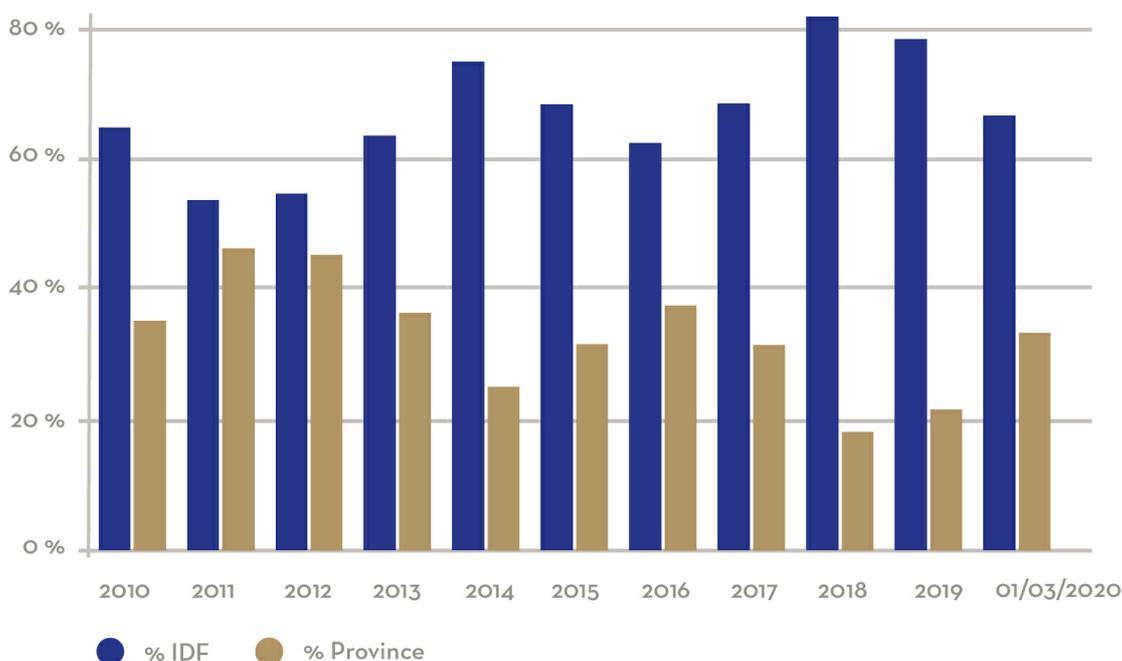
49.61 %

Dossiers avec avocats à la cour

50.39 %

50.39 %

#### PROPORTION AVOCATS PLAIDANTS IDF/PROVINCE



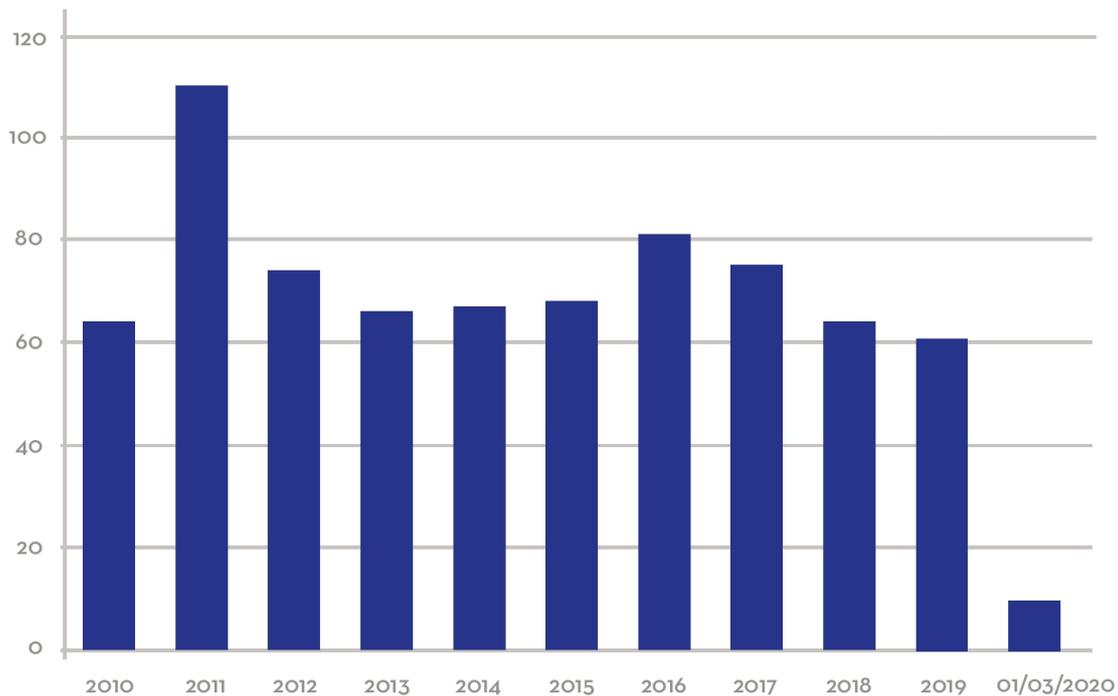
## 2. Statistiques sur les décisions QPC

### 2.1. Le nombre de décisions QPC

Au total, 740 décisions QPC ont été rendues par le Conseil constitutionnel.

<b>2010</b>	64
<b>2011</b>	110
<b>2012</b>	74
<b>2013</b>	66
<b>2014</b>	67
<b>2015</b>	68
<b>2016</b>	81
<b>2017</b>	75
<b>2018</b>	64
<b>2019</b>	61
<b>2020 (1<sup>er</sup> mars)</b>	10

## NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES



## 2.2. L'origine des QPC vue de la juridiction du filtre

Dans ce tableau sont dénombrées les décisions de renvoi effectuées par le Conseil d'État ou la Cour de cassation.

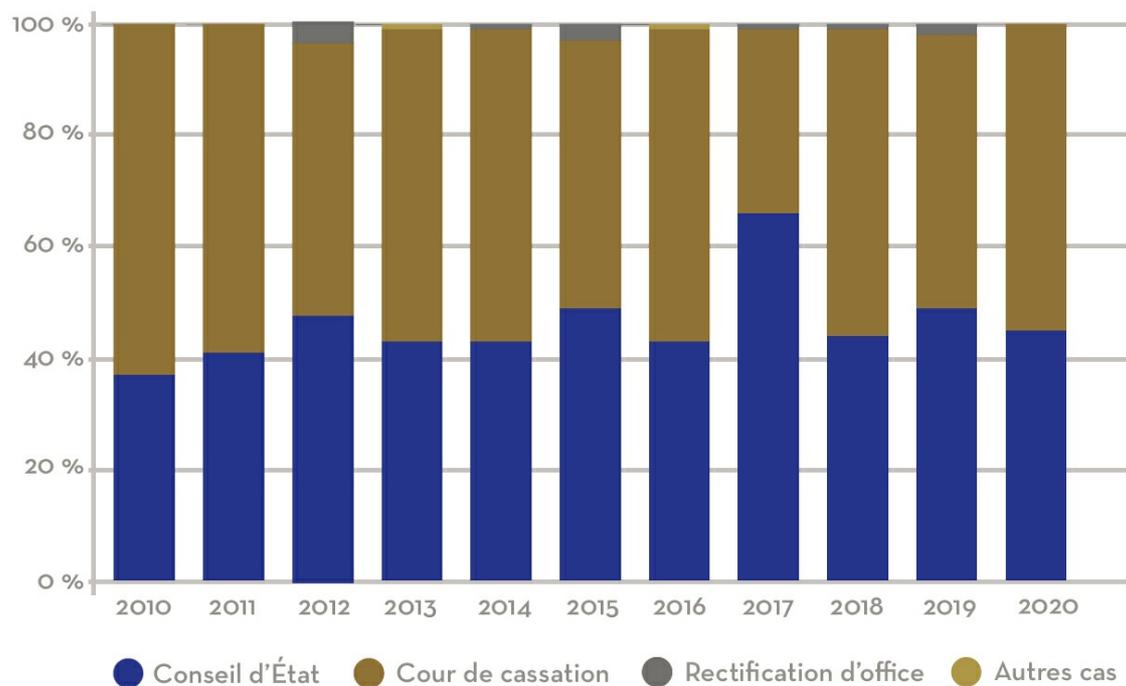
Plusieurs décisions de renvoi peuvent être jointes par le Conseil constitutionnel, auquel cas elles donnent lieu à une seule décision, ce qui explique que leur nombre est supérieur aux décisions rendues par le Conseil constitutionnel.

Par ailleurs, le Conseil constitutionnel a procédé à deux rectifications d'office.

Dans 9 autres cas, il a été saisi en application de l'article 23-7 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1959 ou d'une demande de rectification d'erreur matérielle, prévue à l'article 13 du règlement du 4 février 2010 sur la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel.

	Conseil d'État	Cour de cassation	Rectification d'office	Autre cas	Total par année
2010	38	65			103
2011	52	75			127
2012	38	39		3	80
2013	32	42	1		75
2014	33	43		1	77
2015	37	36		2	75
2016	41	53	1		95
2017	53	26		1	80
2018	32	40		1	73
2019	32	32		1	65
2020	5	6			11
<b>Total par saisissants</b>	<b>393</b>	<b>457</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>861</b>

## LES SAISSANTS PAR ANNÉE



## 2.3. Les solutions adoptées

Il existe plus de 20 catégories de solutions pour les décisions QPC (comme pour les DC). Pour faciliter la lecture des graphiques ci-dessous, elles ont été regroupées dans des catégories génériques (graphique n° 1).

Par ailleurs, une décision est susceptible de comporter plusieurs solutions car des dispositions différentes peuvent être examinées à cette occasion. Le nombre de solutions mentionnées est ainsi supérieur au nombre de décisions rendues.

Les décisions de conformité avec réserve sont distinguées des solutions avec conformité (graphique n° 2). Les « effets différés » comprennent toutes les décisions où un report dans le temps d'une décision de non-conformité a été prononcé (graphique n° 3).

Le graphique n° 4 présente de manière regroupée l'évolution annuelle des solutions adoptées : depuis 2010, en moyenne 32 % des décisions ont donné lieu à une censure.

### 1. Répartition des solutions QPC

Conformité

54 %

54 %

Conformité avec réserve

12 %

12 %

Non-conformité totale

13 %

13 %

Non-conformité totale ou partielle avec un effet différé

11 %

11 %

Non-conformité partielle

6 %

6 %

Autres solutions QPC (REM\*, non lieu à statuer...)

4 %

4 %

2. Les décisions de conformité (nombre de décisions)

Conformité

397

81.4

Conformité avec une réserve

91

18.6

3. Les décisions de non-conformité (nombre de décisions)

Non-conformité totale

99

40

Non-conformité comprenant un effet différé

83

33.1

Autres solutions (REM\*, non lieu à statuer...)

26

10.4

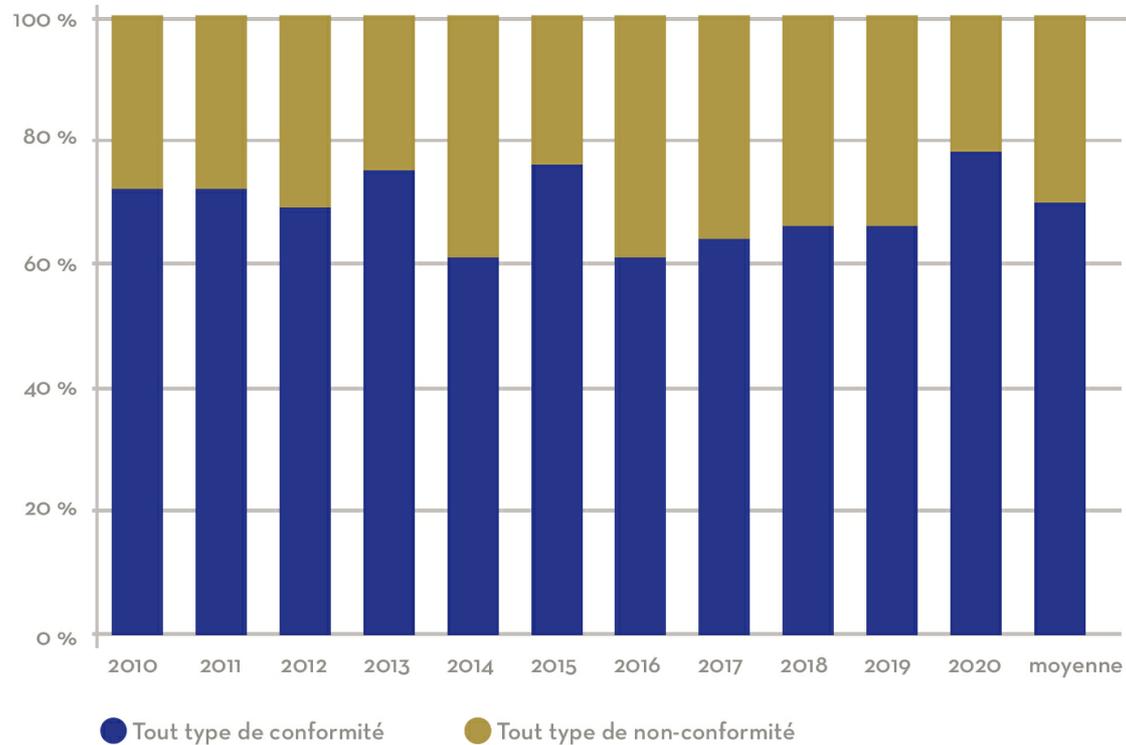
Non conformité partielle

43

17

\* REM : rectification d'erreur matérielle

#### 4. ÉVOLUTION DES SOLUTIONS DE CONFORMITÉ



## 2.4. Les articles de doctrine sur les décisions

Sont ici comptabilisés les articles de doctrine sélectionnés par le service de documentation du Conseil constitutionnel.

Sans prétendre à l'exhaustivité, le nombre de commentaires permet de fournir une indication de l'intérêt de la doctrine pour une décision.

À titre complémentaire, il est constaté qu'une décision fait l'objet en moyenne de 3 articles juridiques et que 154 décisions n'ont pas fait l'objet d'un tel commentaire, soit 21 %.

### LES DÉCISIONS LES PLUS COMMENTÉES (10 ARTICLES ET PLUS PAR DÉCISION)

Nombre d'articles	Références de la décision		
33	2013-314P QPC	M. Jeremy F.	[Absence de recours en cas d'extension des effets du mandat d'arrêt européen - question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne]
30	2010-14/22 QPC	M. Daniel W. et autres	[Garde à vue]
27	2014-453/454 QPC et 2015-462 QPC	M. John Leahy et autres	[Cumul des poursuites pour délit d'initié et des poursuites pour manquement d'initié]

25	2010-2 QPC	Mme Vivianne L.	[Loi dite «anti-Perruche»]
25	2012-240 QPC	M. Gérard D.	[Définition du délit de harcèlement sexuel]
22	2010-8 QPC	Époux L.	[Faute inexcusable de l'employeur]
18	2016-545 QPC	M. Alec W. et autre	[Pénalités fiscales pour insuffisance de déclaration et sanctions pénales pour fraude fiscale]
18	2018-717/718 QPC	M. Cédric H. et autre	[Délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger]
15	2013-320/321 QPC	M. Yacine T. et autre	[Absence de contrat de travail pour les relations de travail des personnes incarcérées]
15	2011-191/194 /195/196/197 QPC	Mme Élise A. et autres	[Garde à vue II]
15	2011-131 QPC	Mme Térésa C. et autre	[Exception de vérité des faits diffamatoires de plus de dix ans]
15	2012-271 QPC	Association Comité radicale-ment anti-corrida Europe et autre	[Immunité pénale en matière de courses de taureaux]
15	2016-546 QPC	M. Jérôme C.	[Pénalités fiscales pour insuffisance de déclaration et sanctions pénales pour fraude fiscale]
14	2010-71 QPC	Mlle Danielle S.	[Hospitalisation sans consentement]
13	2010-1 QPC	Consorts L.	[Cristallisation des pensions]
13	2010-6/7 QPC	M. Stéphane A. et autres	[Article L. 7 du code électoral]
13	2010-39 QPC	Mmes Isabelle A. et Isabelle B.	[Adoption au sein d'un couple non marié]
13	2011-212 QPC	Mme Khadija A.	[Procédure collective : réunion à l'actif des biens du conjoint]
13	2015-512 QPC	M. Vincent R.	[Délit de contestation de l'existence de certains crimes contre l'humanité]
13	2015-520 QPC	Société Metro Holding France SA	[Application du régime fiscal des sociétés mères aux produits de titres auxquels ne sont pas attachés des droits de vote]
13	2017-694 QPC	M. Ousmane K. et autres	[Motivation de la peine dans les arrêts de cour d'assises]
12	2011-163 QPC	M. Claude N.	[Définition des délits et crimes incestueux]

12	2012-286 QPC	Société Pyrénées services et autres	[Saisine d'office du tribunal pour l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire]
12	2012-297 QPC	Association pour la promotion et l'expansion de la laïcité	[Traitement des pasteurs des églises consistoriales dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle]
12	2016-611 QPC	M. David P.	[Délit de consultation habituelle de sites internet terroristes]
11	2010-72/75/82 QPC	M. Alain D. et autres	[Publication et affichage du jugement de condamnation]
11	2011-164 QPC	M. Antoine J.	[Responsabilité du « producteur » d'un site en ligne]
11	2011-147 QPC	M. Tarek J.	[Composition du tribunal pour enfants]
11	2011-217 QPC	M. Mohammed Akli B.	[Délit d'entrée ou de séjour irrégulier en France]
11	2014-405 QPC	Commune de Salbris	[Répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération]
10	2013-331 QPC	Société Numéricable SAS et autre	[Pouvoir de sanction de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes]
10	2013-346 QPC	Société Schuepbach Energy LLC	[Interdiction de la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures - Abrogation des permis de recherches]
10	2013-349 QPC	Sociétés Allianz IARD et autre	[Autorité des décisions du Conseil constitutionnel]
10	2010-5 QPC	SNC KIMBERLY CLARK	[Incompétence négative en matière fiscale]
10	2010-15/23 QPC	Région LANGUE-DOC-ROUSSILLON et autres	[Article 575 du code de procédure pénale]
10	2010-20/21 QPC	M. Jean C. et autres	[Loi Université]
10	2010-33 QPC	Société Esso SAF	[Cession gratuite de terrain]

10	2010-92 QPC	Mme Corinne C. et autre	[Interdiction du mariage entre personnes de même sexe]
10	2011-157 QPC	Société SOMO-DIA	[Interdiction du travail le dimanche en Alsace-Moselle]
10	2012-257 QPC	Société OLANO CARLA et autre	[Convocation et audition par OPJ en enquête préliminaire]
10	2011-126 QPC	Société Système U Centrale Nationale et autre	[Action du ministre contre des pratiques restrictives de concurrence]
10	2012-280 QPC	Société Groupe Canal Plus et autre	[Autorité de la concurrence : organisation e pouvoir de sanction]
10	2017-632 QPC	Union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens et de cérébro-lésés	[Procédure collégiale préalable à la décision de limitation ou d'arrêt des traitements d'une personne hors d'état d'exprimer sa volonté]
10	2017-680 QPC	Union syndicale des magistrats	[Indépendance des magistrats du parquet]

## ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ARTICLES DE DOCTRINE

Année	Nombre de décisions rendues	Nombre d'articles recensés
2010	64	346
2011	110	431
2012	74	328
2013	66	213
2014	67	161
2015	68	196
2016	81	210
2017	75	165
2018	64	150
2019	61	88
2020	10	5

## 3. Statistiques sur les dispositions examinées en QPC

La série statistique suivante repose sur le recensement des dispositions législatives dont le Conseil a eu à juger de la constitutionnalité. Cette série est extraite du fichier des dispositions déclarées conformes.

Par une même décision, le Conseil peut statuer sur plusieurs dispositions et dans des sens différents (conformité, conformité avec réserve ou non-conformité). Le nombre de dispositions est donc supérieur au nombre de décisions rendues.

Par ailleurs, le Conseil s'est prononcé par deux fois sur la constitutionnalité de dispositions lors de contentieux sur les élections sénatoriales (en 2011 et 2015) : ces dispositions sont incluses dans la série.

### 3.1. Le nombre de dispositions sur lesquelles le Conseil a statué

Afin de donner une approche lisible des matières traitées, les décisions rendues par le Conseil en QPC ont été classées dans les sept branches du droit suivantes : droit civil, droit fiscal, droit pénal, droit public, droit social, droit de l'environnement et droit des affaires.

Le choix d'affectation d'une QPC repose sur la matière principale dans laquelle s'insèrent les dispositions renvoyées, qu'elles soient codifiées ou autonomes.

Le premier graphique propose une synthèse pour la décennie (1), le second permet de visualiser l'évolution des proportions par année (2). Un dernier graphique propose une visualisation par solution et branche du droit (3).

### Les solutions pour chaque disposition examinée par année

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
<b>Nombre de QPC</b>	64	111	74	66	67	69	81	75	64	61	10	742
<b>Conformité</b>	79	157	96	56	68	64	54	55	59	57	8	753
<b>Conformité avec réserve</b>	15	28	12	5	8	15	19	20	16	3	1	142
<b>Non-conformité</b>	23	51	30	27	28	23	36	30	30	21	2	301
<b>Total des dispositions examinées</b>	117	236	138	88	104	102	109	105	105	81	11	1196

### Les solutions pour chaque disposition examinée par année en pourcentage

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
<b>Conformité</b>	67,5 %	66,5 %	69,6 %	63,6 %	65,4 %	62,7 %	49,5 %	52,4 %	56,2 %	70,4 %	72,7 %	63,0 %
<b>Conformité avec réserve</b>	12,8 %	11,9 %	8,7 %	5,7 %	7,7 %	14,7 %	17,4 %	19,0 %	15,2 %	3,7 %	9,1 %	11,9 %
<b>Non-conformité</b>	19,7 %	21,6 %	21,7 %	30,7 %	26,9 %	22,5 %	33,0 %	28,6 %	28,6 %	25,9 %	18,2 %	25,2 %
<b>Total des dispositions examinées</b>	117	236	138	88	104	102	109	105	105	81	11	1196

Les graphiques suivants permettent de visualiser une consolidation sur la décennie (1), puis les variations par année (2).

#### 1. Répartition des solutions depuis 2010

Conformité

63 %

63 %

Non-conformité partielle

25 %

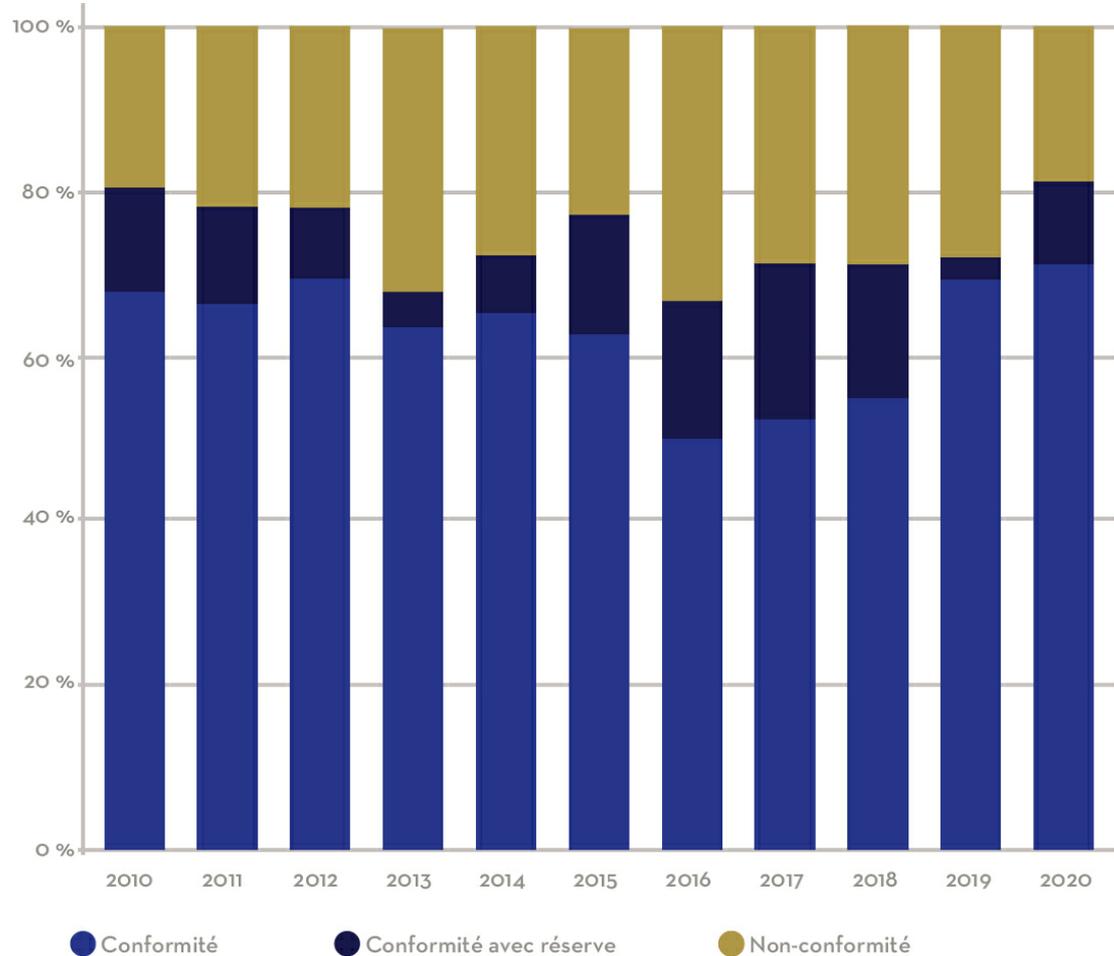
25 %

Conformité avec réserve

12 %

12 %

#### 2. RÉPARTITION DES DISPOSITIONS EXAMINÉES PAR SOLUTION



### 3.2. Les dispositions réparties par branche du droit

Afin de donner une approche lisible des matières traitées, les décisions rendues par le Conseil en QPC ont été classées dans les sept branches du droit suivantes : droit civil, droit fiscal, droit pénal, droit public, droit social, droit de l'environnement et droit des affaires.

Le choix d'affectation d'une QPC repose sur la matière principale dans laquelle s'insèrent les dispositions renvoyées, qu'elles soient codifiées ou autonomes.

Le premier graphique propose une synthèse pour la décennie (1), le second permet de visualiser l'évolution des proportions par année (2). Un dernier graphique propose une visualisation par solution et branche du droit (3).

#### 1. Répartition par branches du droit depuis 2010

Droit fiscal

22 %

22 %

Droit pénal

21 %

21 %

Droit public

19 %

19 %

Droit social

18 %

18 %

Droit des affaires

11 %

11 %

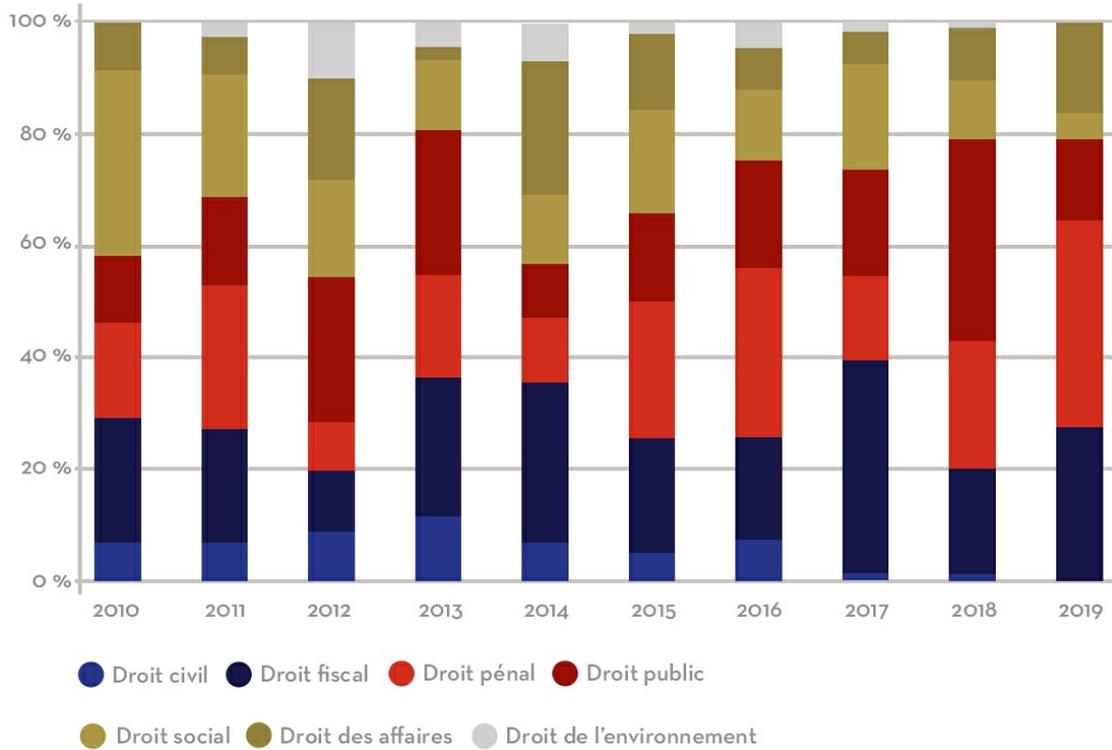
Droit de l'environnement

3 %

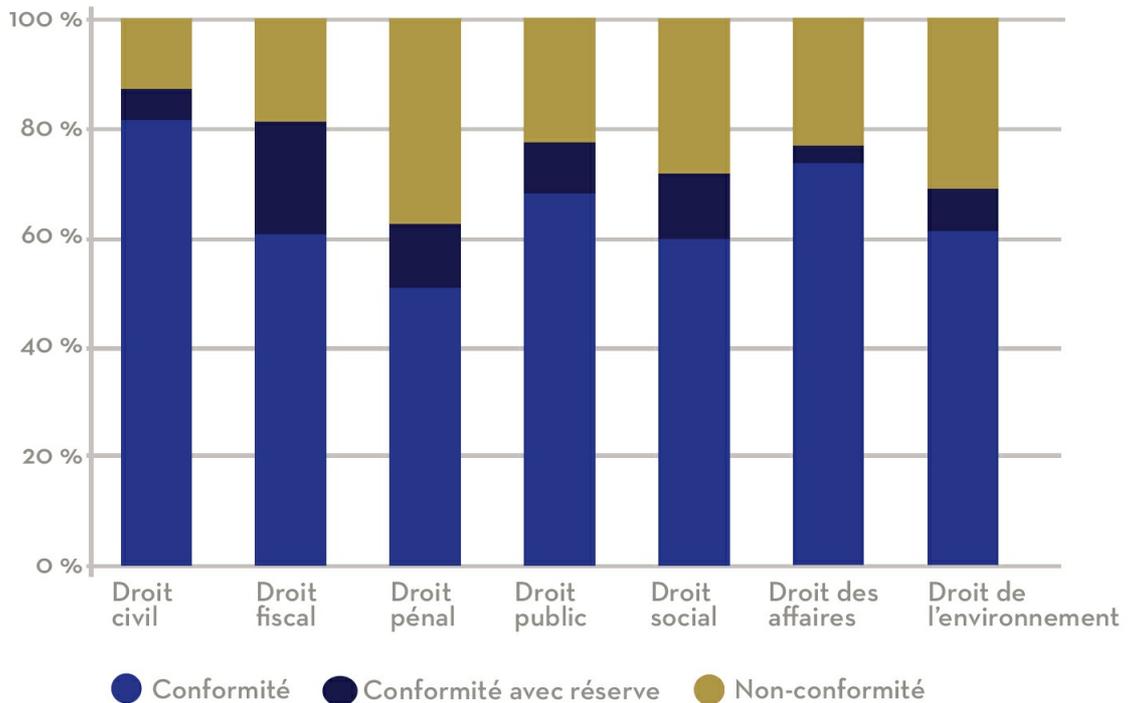
3 %

Droit civil

## 2. RÉPARTITION DES DISPOSITIONS EXAMINÉES EN QPC PAR ANNÉE ET BRANCHE DU DROIT



## 3. RÉPARTITION DES SOLUTIONS PAR BRANCHE DU DROIT



### 3.3. Données détaillées

Les tableaux suivants présentent pour chaque disposition que le Conseil a examinée les données par année et par branche du droit.

#### RÉPARTITION PAR SOLUTION, BRANCHE DU DROIT ET ANNÉE, DES DISPOSITIONS EXAMINÉES EN NOMBRE

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
<b>Droit civil</b>	<b>8</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>		<b>3</b>	<b>71</b>
Conformité	7	12	10	9	5	5	7	1			2	58
Non-conformité	1	2		1	2		1		1		1	9
Conformité avec réserve		2	2									4
<b>Droit fiscal</b>	<b>26</b>	<b>48</b>	<b>15</b>	<b>22</b>	<b>30</b>	<b>21</b>	<b>20</b>	<b>40</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>4</b>	<b>266</b>
Conformité	20	33	14	6	19	11	3	23	12	19	3	163
Non-conformité	3	2		13	5	2	8	10	5	1		49
Conformité avec réserve	3	13	1	3	6	8	9	7	3		1	54
<b>Droit pénal</b>	<b>20</b>	<b>61</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>25</b>	<b>33</b>	<b>16</b>	<b>24</b>	<b>28</b>	<b>2</b>	<b>249</b>
Conformité	9	42	4	9	5	11	15	4	13	16	1	129
Non-conformité	7	14	6	6	6	12	12	6	10	12	1	92
Conformité avec réserve	4	5	2	1	1	2	6	6	1			28
<b>Droit public</b>	<b>14</b>	<b>37</b>	<b>36</b>	<b>23</b>	<b>10</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>20</b>	<b>38</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>227</b>
Conformité	11	32	24	20	3	14	14	10	21	8	1	158
Non-conformité	2	3	10	2	6		6	8	7	3		47
Conformité avec réserve	1	2	2	1	1	2	1	2	10			22
<b>Droit social</b>	<b>39</b>	<b>52</b>	<b>24</b>	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>19</b>	<b>14</b>	<b>20</b>	<b>11</b>	<b>10</b>		<b>213</b>
Conformité	24	26	14	9	10	12	8	12	6	5		126
Non-conformité	8	21	6	2	3	5	5	3	4	2		59
Conformité avec réserve	7	5	4			2	1	5	1	3		28
<b>Droit des affaires</b>	<b>10</b>	<b>16</b>	<b>25</b>	<b>2</b>	<b>25</b>	<b>14</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>12</b>		<b>128</b>
Conformité	8	9	23		21	10	4	3	6	9		93
Non-conformité	2	6	2	2	4	3	3	3	3	3		31
Conformité avec réserve		1				1	1		1			4
<b>Droit de l'environnement</b>		<b>6</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	<b>42</b>
Conformité		3	7	3	5	1	3	2	1		1	26
Non-conformité		3	6	1	2	1	1					14
Conformité avec réserve			1				1					2
<b>Total général</b>	<b>117</b>	<b>236</b>	<b>138</b>	<b>88</b>	<b>104</b>	<b>102</b>	<b>109</b>	<b>105</b>	<b>105</b>	<b>81</b>	<b>11</b>	<b>1196</b>

RÉPARTITION PAR SOLUTION, BRANCHE DU DROIT ET ANNÉE, DES DISPOSITIONS EXAMINÉES EN POURCENTAGE

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
<b>Droit civil</b>	<b>6,8</b> %	<b>6,8</b> %	<b>8,7</b> %	<b>11,4</b> %	<b>6,7</b> %	<b>4,9</b> %	<b>7,3</b> %	<b>1</b> %	<b>1</b> %		<b>30</b> %	<b>5,9</b> %
Conformité	87,5	75	83,3	90	71,4	100	87,5	100			66,7	81,7
Non-conformité	12,5	16,7		10	28,6		12,5		100		33,3	12,7
Conformité avec réserve		16,7	16,7									5,6
<b>Droit fiscal</b>	<b>22,2</b> %	<b>20,3</b> %	<b>10,9</b> %	<b>25</b> %	<b>28,8</b> %	<b>20,6</b> %	<b>18,3</b> %	<b>38,1</b> %	<b>19</b> %	<b>24,7</b> %	<b>36,4</b> %	<b>22,8</b> %
Conformité	76,9	68,8	93,3	27,3	63,3	52,4	15	57,5	60	95	75	61,3
Non-conformité	11,5	4,2		59,1	16,7	9,5	40	25	25	5	25	18,4
Conformité avec réserve	11,5	27,1	6,7	13,6	20	38,1	45	17,5	15			20,3
<b>Droit pénal</b>	<b>17,1</b> %	<b>25,8</b> %	<b>8,7</b> %	<b>18,2</b> %	<b>11,5</b> %	<b>24,5</b> %	<b>30,3</b> %	<b>15,2</b> %	<b>22,9</b> %	<b>34,6</b> %	<b>18,2</b> %	<b>21,4</b> %
Conformité	45	68,9	33,3	56,3	41,7	44	45,5	25	54,2	57,1	50	51,8
Non-conformité	35	23	50	37,5	50	48	36,4	37,5	41,7	42,9	50	36,9
Conformité avec réserve	20	8,2	16,7	6,3	8,3	8	18,2	37,5	4,2			11,2
<b>Droit public</b>	<b>12</b> %	<b>15,7</b> %	<b>26,1</b> %	<b>26,1</b> %	<b>9,6</b> %	<b>15,7</b> %	<b>19,3</b> %	<b>19</b> %	<b>36,2</b> %	<b>13,6</b> %	<b>9,1</b> %	<b>19,5</b> %
Conformité	78,6	86,5	66,7	87	30	87,5	66,7	50	55,3	72,7	100	69,6
Non-conformité	14,3	8,1	27,8	8,7	60		28,6	40	18,4	27,3		20,7
Conformité avec réserve	7,1	5,4	5,6	4,3	10	12,5	4,8	10	26,3			9,7
<b>Droit social</b>	<b>33,3</b> %	<b>22</b> %	<b>17,4</b> %	<b>12,5</b> %	<b>12,5</b> %	<b>18,6</b> %	<b>12,8</b> %	<b>19</b> %	<b>10,5</b> %	<b>12,3</b> %		<b>18,3</b> %
Conformité	61,5	50	58,3	81,8	76,9	63,2	57,1	60	54,5	50		59,2
Non-conformité	20,5	40,4	25	18,2	23,1	26,3	35,7	15	36,4	10		27,7
Conformité avec réserve	17,9	9,6	16,7			10,5	7,1	25	9,1	30		13,1
<b>Droit des affaires</b>	<b>8,5</b> %	<b>6,8</b> %	<b>18,1</b> %	<b>2,3</b> %	<b>24</b> %	<b>13,7</b> %	<b>7,3</b> %	<b>5,7</b> %	<b>9,5</b> %	<b>14,8</b> %		<b>11</b> %
Conformité	80	56,3	92		84	71,4	50	50	60	75		72,7
Non-conformité	20	37,5	8	100	16	21,4	37,5	50	30	25		24,2
Conformité avec réserve		6,3				7,1	12,5		10			3,1
<b>Droit de l'environnement</b>		<b>2,5</b> %	<b>10,1</b> %	<b>4,5</b> %	<b>6,7</b> %	<b>2</b> %	<b>4,6</b> %	<b>1,9</b> %	<b>1</b> %		<b>9,09</b> %	<b>3,6</b> %
Conformité		50	50	75	71,4	50	60	100	100		100	61,9
Non-conformité		50	42,9	25	28,6	50	20					33,3
Conformité avec réserve			7,1				20					4,8

Tous les chiffres du tableau sont en %.

### Citer cet article

« QPC 2020 : Les statistiques du Conseil constitutionnel », Titre VII [en ligne], Hors-série, *QPC 2020 : les dix ans de la question citoyenne*, octobre 2020. URL complète : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/qpc-2020-les-statistiques-du-conseil-constitutionnel>